

Communiqué de presse

Berne, le 12 février 2026

NON aux hausses d'impôts et à la dette

Large alliance bernoise contre [l'initiative pour un fonds climat](#)

L'initiative du PS et des Verts exige la création d'un fonds climat. Celui-ci accaparerait chaque année 0,5 à 1 % du PIB et obligerait la Confédération à dépenser jusqu'à 200 milliards de francs d'ici 2050. Un tel financement ne serait possible qu'au prix de hausses d'impôts pour la classe moyenne, d'un endettement supplémentaire ou d'économies dans d'autres domaines essentiels. Des responsables politiques bernois rejettent ce projet coûteux.

NON à des hausses d'impôts massives

Pour financer le fonds climat, la Confédération devrait engager chaque année des dépenses supplémentaires pouvant atteindre 10 milliards de francs. Cette charge n'est pas soutenable à long terme. À moyen terme, des hausses d'impôts seraient difficilement évitables. Dans son message, la Confédération évoque notamment une augmentation de la TVA jusqu'à 2,5 points de pourcentage ou une hausse de l'impôt fédéral direct jusqu'à 28 %.

NON au contournement du frein à l'endettement

Les initiants visent à contourner le frein à l'endettement. Cet article constitutionnel, accepté en 2001 par 85 % des votants, oblige la Confédération à maintenir un budget équilibré. Il constitue un pilier central de la stabilité économique de la Suisse. Avec des dépenses permanentes non couvertes, notre pays s'engagerait sur une voie financièrement risquée – à l'image d'États qui doivent aujourd'hui consacrer chaque année des montants élevés au service de la dette.

NON à des coupes budgétaires au détriment de la population

Si d'aussi vastes moyens sont affectés au fonds climat, des coupes sensibles dans le budget fédéral seront difficiles à éviter. Le Conseil fédéral souligne lui aussi que d'autres tâches publiques se retrouveraient sous une forte pression d'économies. « Le financement de l'initiative se traduirait par moins d'argent pour d'autres domaines, comme la sécurité, les prestations sociales, la formation ou les infrastructures. Le fonds climat n'est pas un projet durable. » — Carlos Reinhard, président de groupe PLR et député au Grand Conseil.

NON à une politique climatique contre-productive

La Suisse investit déjà plus de 3 milliards de francs par an dans des mesures ciblées de protection du climat. Depuis 1990, les émissions ont diminué de 26 %. Grâce à des instruments et programmes efficaces, la Suisse est sur une trajectoire réussie qui doit être poursuivie avec constance. Le fonds climat envisagé instaurerait au contraire une politique de subventions fortement étendue. « Une protection du climat qui affaiblit en même temps notre capacité économique n'aide personne. Le fonds climatique pour la dette accumule des dettes massives, affaiblit les incitations fondées sur l'économie de marché et freine l'innovation. » Daniel Arn, président de l'UCI du Canton de Berne et député PLR au Grand Conseil.

Membres du comité :

Werner Salzmann, conseiller aux États (BE)

Christian Wasserfallen, conseiller national (PLR)

Hans Jörg Rüegsegger, conseiller national (UDC)

Thomas Knutti, conseiller national (UDC)

Barbara Josi, présidente de groupe et députée UDC au Grand Conseil

Carlos Reinhard, président de groupe et député PLR au Grand Conseil

Peter Gerber, président de groupe et député Le Centre au Grand Conseil

Sandra Hess, présidente cantonale et députée PLR au Grand Conseil

André Roggli, co-président cantonal et député Le Centre au Grand Conseil

Raphael Lanz, Maire de la ville de Thoune et député UDC au Grand Conseil

Daniel Bichsel, Maire de la commune de Zollikofen et député UDC au Grand Conseil

Peter Haudenschild, député PLR au Grand Conseil

Michael Elsässer, député PLR au Grand Conseil

Daniel Arn, président de l'UCI du Canton de Berne et député PLR au Grand Conseil

Ernst Kühni, président des PME bernoises

Renseignements :

Henrik Schoop, directeur de l'UCI du Canton de Berne, 079 790 30 48